

TRAVAILLEURS

Parti Communiste Marxiste Léniniste



Mensuel - N°26 - Juin 1985 - 12,00 F

ISSN 0754-281 X

VOYAGE CHEZ "DIE GRÜNEN"

Dorothee Piermont :

"L'unité dans la diversité, c'est notre point fort" p. 4

CHOMAGE

• Maurice Pagat :

"Que les chômeurs se constituent en force" p. 10

• Pour un nouveau mode de développement p. 12

X^e Congrès de la FASTI p. 14

100 PROPOSITIONS POUR L'EGALITE DES DROITS

Quelle
alternative?

p. 17

VOYAGE CHEZ «DIE GRÜNEN»

Derrière bien des discussions et réflexions sur l'alternative, il y a, ouvertement ou non, la référence à l'expérience des Verts allemands — «Die Grünen».

Nous la connaissons, quant à nous, fort mal.

Notre absence quasi-totale — hormis l'engagement de quelques militants — sur le terrain de l'écologie en France même, n'avait pu que renforcer cette ignorance, associée à une méconnaissance des peuples voisins, largement partagée chez des militants plus au fait des réalités du Tiers Monde que de celles de l'Europe.

Dont acte de ces ignorances.

Encore faut-il s'efforcer de les corriger ;

ici, par l'action en commun et la connaissance mutuelle avec les militants écologistes français.

Là-bas, par des rencontres avec «Die Grünen».

Voilà les raisons de ce petit «voyage»...

Pour éviter au maximum malentendus et contre-sens, nous avons rencontré des militants différents : responsables, militant de terrain, chercheurs sur «Die Grünen» et avons privilégié leurs témoignages et points de vue à nos commentaires...

Les résultats de ce «voyage» sont nécessairement modestes et limités ; ils sont soumis à la critique de ces camarades tant nous sommes conscients que la richesse, la complexité et la diversité de leurs itinéraires et action sont insuffisamment traduites par ces quelques pages.

Une chose frappe d'emblée : s'il existe des similitudes entre l'histoire des Grünen, militants pour beaucoup issus du 68 allemand, bien des spécificités apparaissent tenant à leur enracinement dans les réalités de la société allemande.

S'en convaincre, saisir ces spécificités est une absolue nécessité si l'on veut prendre en compte leur expérience à bon escient...

Camille GRANOT

«Die Grünen» se situent au cœur des problèmes posés à la société allemande, à la croisée des luttes et mouvements qui l'ont traversée dans les années 70 et au début des années 80. C'est le mouvement des «burgeninitiativen» des années 70, plus riche, plus éclaté, sans doute plus enraciné à la base et plus «neuf» que les équivalents associatifs français de la même époque. C'est le mouvement de la paix dont l'ampleur gigantesque a trouvé sa source dans la position géo-stratégique de la RFA et le poids du passé ; il a mobilisé des pans entiers de la société, églises, associatif, syndicats... C'est aussi la vigueur des alternatives sociales — économie alternative, mouvements des squatts, «subculture», mouvements féministe et tiers-mondiste, etc. — que «l'establishment» conservateur a tenté de marginaliser et de réduire. La préoccupation écologique enfin tient une place de choix dans la société allemande ; elle hérite d'un passé de traditions et de culture : les associations des «amis de la nature» à la fin du XIX^e siècle, les mouvements de la jeunesse des années 20. Elle concerne des hommes et des femmes travaillant dans un pays où les effets catastrophiques des concentrations industrielles et urbaines sont sans doute parmi les plus tangibles en Europe, divers sondages ont porté l'emploi ET l'écologie comme problèmes numéro un de la société allemande.

«Die Grünen», son émergence et son essor se situent aussi à la croisée des réalités institutionnelles de la RFA dont le fédéralisme est à l'opposé de notre centralisme jacobin. Le droit allemand qui permet l'interpellation des autorités par le simple citoyen a, lui aussi, été un vecteur et instrument des mobilisations. Surtout les institutions ont inconsciemment joué en faveur des mouvements sociaux et ont fondé la diversité actuelle des Grünen, la variété des histoires qui ont présidé à leur création, dans des processus où l'unité à la base a été dominante.

«*Écologiste, social, démocratique de base, non violent*» tels sont les quatre qualificatifs qui délimitent le parti Vert allemand, «*alternative aux partis traditionnels*», qui reflète une grande diversité régionale comme une forte diversité idéologique. Entre le «*fondamentalisme*» (nous dirions le «*pan-écologisme*») d'un Rudolf Bahro qui refuse l'industrialisme en bloc, prône l'abandon des acquis matériels et sociaux pour la survie du genre humain ; «*l'éco-socialisme*» de Rainer Trampert, des militants de Hambourg et d'autres encore qui s'essaient à la synthèse de la crise écologique et du changement radical de la société ; «*l'éco-réalisme*» de J. Muller ou Joschka Fischer plus tentés par la bataille dans les institutions et l'alliance avec le SPD ; et la tendance «*éco-libertaire*» (éco-libérale?), la «*droite*» des Grünen, il y a parfois plus que des nuances... Et pourtant, «*l'unité dans la diversité, c'est notre point fort*» dit Dorothee Piermont...

Ce point fort est bien sûr mis à rude épreuve alors que croissent et se complexifient les tâches et responsabilités des Grünen. Citons seulement quelques problèmes nouveaux et difficiles auxquels ils sont confrontés : le décalage entre l'action des élus, députés au Bundestag et au Parlement européen et les réalités de lutte des unités de base ; les relations fort ténues avec le monde ouvrier et le mouvement syndical ; au plan politique, la question de l'alliance avec le SPD. Sur ces points, la discussion est ouverte et passionnée.

Dorothee Piermont, députée "Die Grünen" au Parlement européen :

«L'unité dans la diversité, c'est notre point fort...»

■ Peux-tu évoquer le mouvement «Die Grünen», ses origines, son développement et ses spécificités propres à la société allemande d'aujourd'hui?

Plusieurs composantes sont à l'origine du mouvement. D'abord, il y a le mouvement des «Bürgerinitiativen» — mot difficile à traduire car un tel mouvement n'existe pas vraiment en France : votre mouvement associatif, ce n'est pas la même chose. Les «bürgerinitiativen», ce sont des mouvements de citoyens concernés par tel ou tel problème précis : l'installation d'une centrale nucléaire, l'élargissement d'un aéroport, la construction d'un barrage ou d'une autoroute... Il s'agit d'un problème local ou d'un sujet limité. Ce mouvement a pris son essor dans la première moitié des années 70 ; et le mouvement étudiant y a joué un grand rôle.

La seconde composante est d'ailleurs constituée par le mouvement étudiant, le mouvement soixante-huitard dirait-on chez vous... En Allemagne, il a pris un tour plus théorique qu'en France et n'a pas contribué à stopper toute la vie économique du pays, comme ce fut le cas avec la grève générale. Il a été très fort dans les villes universitaires, Berlin, Hambourg, Francfort... et aussi Heidelberg. Puis ce mouvement a bifurqué ; certains ont suivi le chemin des institutions et sont allés au SPD, y formant le groupe le plus progressiste des Jusos (Jeunesses socialistes). D'autres, refusant cette voie, ont formé, entre autres, plusieurs groupuscules qu'on nomme chez nous les «K Gruppen» (groupes K) : «K» c'est «communisme» avec les différentes mouvances...

Dans les années 70, ont émergé en Allemagne beaucoup de mouvements antinucléaires ; leurs luttes sur les sites des futures centrales nucléaires ont subi

une répression policière très violente. A la longue, les échauffourées avec la police ont posé des problèmes aux simples citoyens qui comprenaient mal ces affrontements... et cela a nuí aux luttes politiques engagées. De là vient un des points prioritaires des Grünen : la non-violence, c'est-à-dire la résistance civile non-violente, nécessaire pour la cohésion du mouvement et pour gagner le consensus de larges couches de la population.

A la même époque, des groupes anti-impérialistes et tiers-mondistes ont milité un peu partout en RFA.

Un peu plus tard s'est développé un mouvement très fort : le mouvement de la paix. Il a pris son essor à partir de 1977, quand Schmidt, le chancelier SPD, a proposé le stationnement des Pershing et Cruise.

Voilà pour quelques composantes et origines... Un petit chiffre fourni par une étude sur l'origine et l'évolution des Verts réalisée par la CDU (peu suspecte de surestimation!) : déjà avant 1979, avant la fondation du Parti «Die Grünen», plus d'un million de personnes étaient actives dans les «bürgerinitiativen» et autres... C'est dire l'ampleur de la mobilisation ! Les gens avaient ras-le-bol de mettre une croix tous les quatre ans sur un bulletin de vote, mais ils étaient décidés à prendre en main les affaires les concernant, à s'engager et à agir... C'est certainement une différence importante d'avec la situation actuelle en France... Ainsi, à un moment ou à un autre, ce qu'on appelle les nouveaux mouvements sociaux, le mouvement des femmes, des minorités sociales, ethniques, des homosexuels... ont rejoint les Grünen.

■ Par quels processus et étapes en êtes-vous arrivés au parti «Die Grünen» d'aujourd'hui?

Une des racines donc, c'est le mouvement des «bürgerinitiativen» locaux et limités à des points précis. Or, dans bien des endroits ces mouvements ont essayé de se coordonner quand ils avaient un but commun, des luttes communes. Par exemple ceux qui luttaient contre une centrale nucléaire à Brockdorf étaient naturellement solidaires avec ceux qui luttaient contre celle de Wylh... Les uns allaient aux manifestations des autres et vice versa ; et peu à peu ils ont commencé à se coordonner, à s'organiser et à agir ensemble. Au niveau local, des «listes» se sont formées afin d'agir dans les institutions pour les mêmes buts qui mobilisaient les «bürgerinitiativen»... Les regroupements étaient différents d'un endroit à l'autre : les listes pouvaient être «multicolores» ou bien «Grünen listen» (listes vertes) ou bien «Grün-Alternative listen» (listes vertes alternatives). Puis les regroupements se

sont élargis à peu près à la même période et se sont fédérés au niveau des «länder» (régions). Les différences étaient assez considérables d'un «land» à l'autre. La décentralisation est grande en Allemagne : deux villes ont un statut de «land» ; Berlin a un statut spécial mais en un sens joue un rôle de land. Les huit autres sont de vastes régions, par exemple la Rhénanie-Westphalie du Nord très étendue et très peuplée. Il a été plus facile de constituer des «listes» dans les «villes-lander» ; ailleurs, le regroupement a été plus lent.

Avant les élections européennes de 1979, des groupements et mouvements existant au niveau des länder ont fondé une organisation ; ce n'était pas encore un parti, c'était plutôt une espèce de coalition de groupes pour participer au vote. (Nous avons d'ailleurs obtenu 3,2%). Je cite quelques-uns de ces groupes pour en montrer la diversité : le Groupe d'action communautaire des Allemands indépendants ; la Liste verte pour la protection de l'environnement, l'Action verte pour le futur, la Liste verte du Schleswig-Holstein, l'Action Tiers Monde et l'Université internationale libre.

L'initiative de se regrouper est partie de la base, ce qui explique les différences régionales continuant d'exister. Dans les années 78-79, on discutait ferme : fallait-il créer ou non un parti ? Rudi Dutschke, malheureusement disparu aujourd'hui, a d'ailleurs activement participé à ce débat. En Allemagne, comme en France, les partis possèdent des bureaucraties fortes et un appareil qui briment les activités et la réflexion des militants ; de plus, il y a toujours danger que ceux qui jouent des coudes, que les tacticiens les plus habiles parviennent à détenir beaucoup de pouvoir dans un parti. Or, tous les mouvements qui ont constitué les Grünen estimaient essentiel que les militants de base puissent discuter et décider de tout, développer leurs initiatives et contrôler ce qui est fait.

■ Par quels moyens vous êtes-vous efforcés de réaliser cette exigence ?

De cette exigence est né le principe de la rotation des dirigeants et des députés adopté par le parti. Chez nous, l'idée était d'éviter l'émergence de politiciens, d'éviter que les députés ne se coupent de la base et de permettre aux militants d'être informés et d'exercer leur contrôle. Il s'agit pour les députés de rester proches de l'ensemble de la population qui ne bénéficie pas des privilèges des députés et parlementaires. Si le séjour des députés au Parlement est bref, peut-être ne perdraient-ils pas le contact... Il y a aussi la question des femmes : pour celles qui ont des enfants en bas âge, quatre ou cinq ans au Parlement, c'est bien long. Un séjour plus court peut encourager les femmes à prendre cette responsabilité.

Nous avons mené ensuite beaucoup de discussions pour élargir notre base, notamment avec les Alternatifs de Hambourg et de Berlin. Ces deux mouvements ont maintenu leur spécificité. Autrement dit, les adhérents individuels des AL n'étaient pas tous membres des Grünen, mais AL en tant que tels avaient les mêmes droits qu'une fédération. On le voit, il s'agit d'un processus long et complexe, qui inclut de grandes différences locales et régionales, au niveau du contenu, de l'organisation et du statut des groupes.

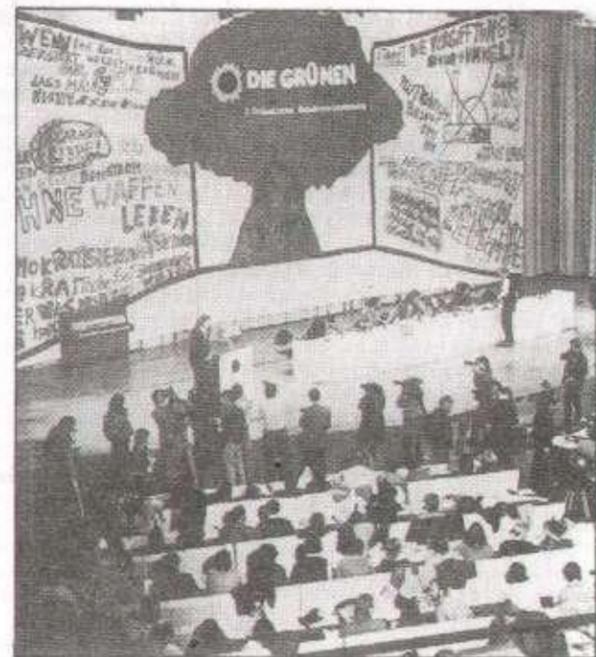
Enfin, en janvier 1980, le parti «Die Grünen» a été fondé. Il y avait 1 004 délégués (un délégué pour dix membres) ; environ 10 000 personnes ont donc fondé ensemble ce parti. Un peu plus tard, on a exclu la double appartenance à «Die Grünen» et à un autre parti. Ce point a suscité beaucoup de discussions ; certains groupes K se sont dissous à cette époque et nombre de leurs militants sont entrés dans «Die Grünen».

Il existait aussi alors dans «Die Grünen» une aile conservatrice favorable au «conservatisme de valeurs»* autour d'un ancien député CDU** et d'un paysan écologiste. Nous étions alors convaincus que pour avoir une quelconque efficacité, il fallait rassembler largement, ces courants-là à l'extrême-gauche. Cela n'a pas tenu très longtemps : ils ont depuis fondé un parti écologiste conservateur (Ökologisch Demokratische Partei) qui a peu d'échos (moins de 1% aux élections). Certaines personnes venues avec eux chez les Grünen sont restées... et l'éventail reste très large dans notre parti.

suite page 6



Dorothee Piermont, députée des «Grünen» au Parlement européen ; dans son bureau de Strasbourg : une affiche de solidarité avec le FLNKS.



Congrès des Grünen à Hambourg du 7 au 9 décembre 1984 : quelque 800 délégués, des débats passionnés dominés par la question de l'alliance avec le SPD (social-démocrate).

Alors que «Die Grünen» prenaient corps, nous avons participé aux élections au niveau des länder, d'abord à Brême, puis en Hesse, à Hambourg, etc.

En mars 83, nous sommes entrés au Parlement fédéral avec 5,6% des voix, plus de 2 millions, et 27 députés. Nous avons aussi des représentants dans les Parlements de six länder : Berlin, Hambourg, Brême, Basse-Saxe, Hesse, Bade Wurtemberg. Ainsi nous sommes présents dans les institutions à tous les niveaux.

■ Un chercheur sur le mouvement «Die Grünen» nous a dit que l'écologie était le ferment, la «colle» unissant l'ensemble des courants constituant les Grünen. Peux-tu expliquer cette caractéristique aux militants français?

L'écologie veut dire des choses différentes, y compris pour des militants allemands. Pour certains, l'écologie est tout; d'autres essaient de faire la synthèse entre une analyse de la société et les problèmes écologiques. Mais pour certains, l'écologie est prioritaire, pour d'autres elle est secondaire... En ce sens-là, l'image de la colle n'est pas très bonne.

Je dirais plutôt que nous nous sommes mis ensemble car chaque groupe, chaque mouvement ne pouvait rien faire seul. Mais pour agir ensemble il ne suffisait pas de faire l'addition des membres des groupes, il fallait que chacun soit solidaire des autres... Par exemple, pour quelqu'un intéressé en premier lieu par les questions de paix et de désarmement, il apparaît que la bombe atomique est ce qu'il y a de plus antiécologique : il peut en conséquence se sentir solidaire de celui pour lequel l'écologie est prioritaire. Il existe un point de rencontre entre ces deux priorités. Pour agir efficacement ensemble, il faut que l'un et l'autre se soutiennent mutuellement. C'est là notre point fort à mon sens. Nous avons toujours parlé d'unité dans la diversité. Cela signifie être solidaire avec ceux qui ont une autre priorité, cela veut dire aussi laisser la liberté à l'au-

tre de garder son identité. Ces deux points sont liés intimement; et, pour moi, telle est la raison de la force de notre parti jusqu'ici.

C'est beau en théorie, mais ce n'est pas toujours facile à réaliser! Il y a plusieurs courants chez «Die Grünen»; mais beaucoup ont conscience que nous sommes devant l'alternative : relever le défi ensemble ou aller à l'échec. Le but ne doit pas être de faire triompher son propre courant, de lui assurer les meilleurs postes. Au contraire, on pourra réussir à la condition que l'on laisse à chacun la possibilité d'agir comme il l'entend sur un minimum programmatique commun, sur un consensus.

Concernant l'écologie, je peux donner un exemple de ce qu'elle signifie pour les militants venus de gauche, ceux qui ne se sont pas politisés par le biais de l'environnement. La différence est là : à quel moment, comment s'est-on éveillé à la vie politique? Ceux qui sont venus par l'environnement verront les choses différemment, ressentiront les problèmes autrement. Mais il y a des façons communes de voir et d'agir entre nous tous. En réalité, c'est à Hambourg, là où les militants sont pourtant venus de gauche, que nous avons rencontré de grands succès sur les questions écologiques. La G.A.L. de Hambourg s'est attaquée à l'entreprise chimique Böhlinger car elle rejetait de la dioxine dans ses fumées et déchets, en quantités petites certes, mais dont les effets sont catastrophiques. Dans la décharge publique où étaient entreposés les déchets, l'eau d'infiltration contenant de la dioxine menaçait la santé de la population alentour. Des enquêtes ont été faites, les responsabilités de ce scandale ont été recherchées à tous les niveaux politiques. Une émission de la TV allemande venue à la rescousse a mis en évidence des malformations chez des nouveaux-nés ressemblant à certaines malformations occasionnées au Vietnam par le défoliant «agent orange».

Finalement, l'usine a été fermée, et c'est une date historique. A mes yeux, ce n'est pas un hasard si ce succès a été remporté à Hambourg, là où la gauche est très forte. Car elle a une analyse et une volonté de s'attaquer à ces problèmes de fond... et non pas seulement de s'en prendre à l'«industrialisme», notion assez vague et floue. L'approche du problème par ce courant est d'enrichir, de donner un nouvel éclairage à une analyse de l'économie et de la société, analyse qui a ses défauts et ses lacunes mais dont certains points restent valables. En associant les deux aspects, on peut se donner un outil formidable pour s'attaquer aux vraies origines, et entre autres s'attaquer aussi aux problèmes écologiques.***

* «conservatisme de valeurs» est une notion difficilement transposable en France; il s'agit de valeurs liées à l'attachement à la terre, à la nature, au respect des traditions et des «lois naturelles».

** CDU : Union Démocrate Chrétienne, parti conservateur actuellement au pouvoir, dirigé par Helmut Kohl. (SPD : Parti social-démocrate). Le député en question s'appelle Gruhl.

*** Cf. en annexe, l'action de Dorothee Piermont sur la question des «huiles frelatées» en Espagne en tant que députée au Parlement européen.

L'IMPACT ELECTORAL DES GRUNEN

Les politologues allemands accordent aux Grünen un électoral potentiel d'environ 10% des inscrits. Des élections locales et régionales viennent d'avoir lieu ces derniers mois et semaines :

— en Sarre (mars 85) : les Grünen ont obtenu 2,5% des voix (2,9 en 1980) et aucun élu au Parlement local. Après 30 ans de pouvoir ininterrompu des conservateurs, le SPD a la majorité absolue (26 sièges). Oscar Lafontaine, «jeune loup de la social-démocratie», a occupé les terrains forts des Grünen : retrait de la RFA de l'OTAN, fermeture des centrales nucléaires, défense des bas et moyens salaires. En Sarre, les Grünen sont moins implantés que dans d'autres régions; ils expliquent ainsi leurs résultats décevants : «Nous n'avons pas réussi à expliquer nos différences fondamentales avec le SPD.»

— à Berlin (mars 85), la progression de la «Liste Alternative» est nette (10,6% contre 7,2% en 1980 au Parlement régional), même si certains attendaient 12%. Le SPD a fait son plus mauvais score depuis 45 (à l'inverse de la Sarre). Les Grünen ont obtenu les plus gros scores dans les quartiers à forte proportion d'immigrés : 20 à 30% (bien que les étrangers n'aient pas le droit de vote).

— en Hesse, les résultats aux élections locales sont en légère progression (6,7 à 7,8%). Dans toutes les mairies —sauf Francfort où la CDU garde sa majorité— le SPD et les Grünen ont mathématiquement la majorité absolue.

— en Rhénanie-Westphalie (un tiers de la population de RFA, «bastion» social-démocrate), le 12 mai 85 les Grünen ont obtenu 4,5% aux élections du Land (3% aux élections précédentes, 8% aux européennes) et n'ont aucun élu au Parlement régional. Le SPD, mené (à la différence de la Sarre) par un social-démocrate de «droite», sort grand vainqueur du scrutin.

L'ÉLECTORAT DES GRUNEN EN CHIFFRES

Les chiffres ci-dessous sont tirés d'enquêtes et sondages réalisés de 1980 à 1984. L'électorat des Grünen :

— est jeune : en 1980, 71% des électeurs non mariés, en 1984 : 57%. Les jeunes en cours d'études (lycéens, étudiants, apprentis, appelés) sont sur-représentés : 36% des électeurs des Grünen contre 9% dans l'ensemble de l'électorat. Par contre, il y a sous-représentation chez les retraités et les femmes au foyer (16% des électeurs Grünen contre 41% dans l'électorat).

— habite prioritairement dans les grandes villes de RFA : 42% des électeurs des Grünen y habitent contre 29% de l'électorat.

— a un niveau d'études important : 43% ont le Bac, sont en cours d'études supérieures ou possèdent un diplôme universitaire (16% dans l'électorat global).

— connaît une progression dans les milieux ouvriers : en 1980, les ouvriers représentaient 8% des électeurs des Grünen; en 1984 : 16%.

L'ÉLECTORAT DES GRUNEN ET LES GRANDS CHOIX DE SOCIÉTÉ

Les instituts de sondage s'accordent sur deux points, apparemment contradictoires : 70% des électeurs des Grünen souhaitent une coalition Grünen-SPD; le même pourcentage attend des Grünen une position maximaliste sur des points clés : refus total du nucléaire civil et militaire, retrait de l'OTAN et des fusées, diminution des dépenses militaires pour reconversion en investissements sociaux et annulation des dettes du Tiers Monde.

D'après une étude de la fondation Konrad-Adenauer, chez les électeurs Grünen, «l'obésité à l'État constitutionnel semble très sous-développée». Trois quarts d'entre eux auraient déclaré n'avoir aucune confiance dans les Parlements, la justice, la police, l'armée. Ils pren-

suite page 8

Offenburg : un militant sur le terrain

Offenburg, chef-lieu d'arrondissement non loin de la frontière —à 40 km de Strasbourg environ— dans le Bade-Wurtemberg : 30 000 habitants, 60 000 en comptant la communauté urbaine. Offenburg n'est pas une ville ouvrière ni universitaire; ce n'est pas le terroir privilégié pour l'émergence des Grünen et pourtant aux dernières élections locales, la liste qu'ils ont constituée a recueilli 8% des voix. Parmi les électeurs de cette liste, des habitants qui vivent la «crise écologique» et votent «Verts» mais aussi d'autres qui protestent contre les partis traditionnels.

Le militant «Grünen» qui nous reçoit est au chômage; il a la trentaine et participe à une «commission» municipale; il n'est pas élu. Il nous explique comment quatre groupes de travail —cadre de vie, écologie, urbanisme, problèmes sociaux— ont élaboré un «programme local» de la liste «verte». Très vite, dit-il, on bute sur la contradiction entre problèmes concrets, précis et projets globaux de société. Sans doute cet ancien militant d'un groupe «K», qui a choisi la bataille de terrain et la proposition de perspectives au sein des Grünen, est-il plus sensible qu'un autre au besoin d'une globalisation. Il évoque trois terrains d'action actuels dans la ville.

TROIS TERRAINS D'ACTION

Le premier : le remembrement des terrains. Les viticulteurs y sont favorables en raison de l'éparpillement des parcelles et des longueurs de tuyaux nécessaires pour le traitement des vignes. Par contre, le remembrement pose des problèmes de respect de la flore et de la faune. De plus, la vigne doit-elle occuper tous les sols; les viticulteurs doivent-ils se soumettre à la politique viticole européenne? Le militant «Die Grünen» nous explique qu'il est allé travailler avec les viticulteurs pour mieux cerner leurs problèmes et contribuer à mieux répondre aux exigences écologiques et de leurs conditions de vie et de travail.

Autre problème : la présence de l'armée française à Offenburg (ville de garnison... de l'armée française). 5 000 Français stationnent là, soldats, officiers, sous-officiers (et leurs familles), économes, etc. Cela crée des nuisances pour la population d'Offenburg : les appelés sèment la terreur dans les quartiers populaires quand ils «fêtent la quille»; les terrains de manœuvre de l'armée française sont étendus au détriment des champs et forêts par simple accord fédéral. Les habitants d'Offenburg n'ont pas voix au chapitre! Comment traiter ces questions sans pour autant déraper dans des sentiments anti-français, dans un esprit de revanche réactionnaire, demande notre interlocuteur? Il faut les relier à l'absence de traité de paix* et montrer que la ville est dessaisie des pouvoirs de décisions.

Troisième problème urgent : la mort des forêts. Cela devient très grave sur les hauteurs de la Forêt Noire : à partir de 600 m d'altitude, les arbres deviennent des ruines sous l'effet

* Début janvier, un appelé français à Offenburg sanctionné de 20 jours d'arrêts pour avoir participé en tenue à la marche de la Paix du 28 octobre à Paris, a vu sa peine prolongée en raison de «présomptions» de travail militant pour la paix avec les Grünen d'Offenburg!

nant de sérieuses distances vis-à-vis des valeurs de la société industrielle, le marché, la hiérarchie et sont contre la bureaucratie « étatique » ou « socialiste ». L'étude conclut : « Chez eux se développe une protestation fondamentale contre le système établi dans presque toutes ses formes », contre « l'ensemble des structures économiques et sociales traditionnelles, et en partie aussi des structures institutionnelles » (cité par Rainer Trampert au Congrès de Hambourg).

L'INSOLENCIE DÉCAPANTE DES GRÜNEN...

Suite au scandale qui secoue la « Bundes-repu-flick » (du banquier Flick, arrosant généreusement les parlementaires de RFA...), les Grünen, dans un souci d'apaisement, ont déposé un amendement :

« Chaque député, comme les sportifs, devra dorénavant porter sur ses vêtements, les noms de ses généreux donateurs. Ceux qui auraient perdu la mémoire — tels Kohl, Genscher, Strauss, Brandt et cie — n'auront qu'à siéger à poil... »

L'insolence va de pair avec la compétence. Otto Schily, député Grünen au Bundestag, juriste, a animé la commission d'enquête Flick et pour beaucoup a contribué à dévoiler le scandale politico-financier manifestant la corruption du monde politique traditionnel en RFA.

POUR UN MONDE SANS DISCRIMINATIONS ET SANS VIOLENCES ENVERS LES FEMMES

Les femmes et les filles immigrées sont limitées dans leur autodétermination puisqu'elles subissent une discrimination à la fois en tant que femme et qu'étrangère.

Les femmes sont encore beaucoup plus touchées par le chômage que les hommes. Avec l'introduction des nouvelles technologies partout en Europe, ce sont avant tout les emplois féminins qui sont supprimés et les métiers réservés aux femmes réduits à des activités stupides et mal payées.

Die Grünen exigent que les femmes aient de meilleures conditions d'accès avec les mêmes droits que les hommes, à la vie professionnelle afin qu'elles deviennent financièrement et socialement indépendantes de ceux-ci. En même temps, Die Grünen aspirent à une restructuration en profondeur du monde du travail qui aboutisse à une nouvelle définition du travail et qui le rende plus humain.

Nous sommes pour la suppression de la division sexuelle du travail, l'éducation des enfants et les travaux ménagers doivent pouvoir être accomplis aussi bien par les femmes que par les hommes sans qu'il y ait d'effets négatifs sur leurs emplois.

C'est pour cette raison que nous exigeons :
— le droit de déterminer soi-même sa propre vie, suppression pure et simple des sanctions pénales prises à l'encontre des femmes qui ont avorté et de médecins qui ont pratiqué ces avortements et se déclarent favorables à l'interruption de grossesse. (...)

— la réduction de la durée quotidienne de travail, ce qui implique la semaine de 35h.

— l'éducation des enfants doit être garantie financièrement.

— l'ouverture de toutes les formations aux filles et aux femmes ; il faut instituer un quota dans tous les stages de formation. (...)

— la possibilité pour les parents de prendre une disponibilité d'une durée minimum de deux ans à se partager, en conservant toutefois les droits à la retraite et les droits sociaux et la garantie de l'emploi.

— l'accès pour toutes les femmes à une véritable caisse de prévoyance-vieillesse, la prise en compte pour la retraite des années passées au foyer. (...)

— que les femmes étrangères obtiennent un permis de séjour indépendamment de leur mari.

« Penser globalement, agir localement »
Déclaration des Grünen pour
les européennes de juin 1984

des fumées acides venues d'Alsace, les vents d'ouest étant dominants. La mort de la forêt menace l'existence des ouvriers de la sylviculture. Quand Kohl est venu dans la région, une large alliance s'est constituée des Grünen aux ouvriers de la sylviculture et des scieries. Le sentiment dominant est CDU dans la région et les Grünen sont allés jusqu'à retirer leur signature de la Résolution avancée par eux-mêmes pour ne pas compromettre l'action en cours. La pétition a pris une grande ampleur, relayée par les médias.

PROBLEMES POSÉS

Ce faisant, le militant d'Offenburg nous explique le « conservatisme de valeurs » vécu sur le terrain. Ce n'est pas un thème idéologique abstrait. Dans les terres et fermes autour d'Offenburg, les paysans sont installés depuis des siècles ; l'attachement à la terre et aux forêts, les liens familiaux sont puissants. Il faut prendre en compte ce « vivre et travailler au pays » et les valeurs morales qui s'y rattachent ; il faut trouver un terrain d'entente avec ces paysans imprégnés d'histoire locale ; il faut combattre l'usurpation de cet héritage par la CDU et éviter qu'il ne dégénère en positions rétrogrades — le rejet des étrangers, par exemple...

Nous évoquons ensuite parmi d'autres problèmes souvent posés, le décalage entre élus et travail de base. Le militant d'Offenburg pense, quant à lui, que la rotation n'est pas le moyen le plus approprié... Les députés s'engagent à fond, émettent des propositions, s'exposent à la critique. Cela est positif ; le défaut tient, à ses yeux, à un manque d'analyse et de réflexion à la base, au refus de la globalisation, au refus de lier les problèmes internationaux et nationaux avec le local... Bien sûr, dit-il, « certains députés ont tendance à opposer le travail des assemblées et ses "contraintes" aux revendications de la base... Il peut y avoir aussi fascination du pouvoir, début de corruption... ». Ce n'est pas l'essentiel selon lui.

Les Grünen au Parlement européen

L'action des Grünen au Parlement européen constitue une chambre d'échos de leur politique internationale. Ceci, au nom de « l'Alliance Verte-Alternative-Européenne » (au sein du groupe politique « Arc-en-ciel ») comprenant des députés allemands, danois, belges, italiens... ou bien au nom des Grünen.

A preuves les nombreuses propositions de résolution concernant la politique européenne : approvisionnement en eau ; protection de la Mer du Nord ; cheptel européen, etc., et aussi les motions concernant le Tiers Monde : famine en Ethiopie, la Kanaky, le Nicaragua... Notons trois actions dont les députés Grünen ont été moteurs :

suite page 19

Positions et débats

Réformes, changement de la société, modèle...

« Nous nous opposons par principe à un système qui ne se maintient économiquement qu'en accumulant inlassablement du capital, en tuant avec ses concentrations industrielles et ses poisons, en manœuvrant le processus de pensée et de mouvement des êtres humains par la propriété, les hiérarchies et les dispositions techniques, en humiliant les hommes et les femmes et les isolant dans la pauvreté. Système dont la domination du monde entier nécessite des stratégies militaires offensives et le pillage des terres du Tiers Monde, comme si elles étaient son propre jardin, jusqu'à l'épuisement total des sols. (...) Nous voulons tout simplement changer de système.

Ce n'est pas contradictoire avec le fait de proposer d'autres structures, de faire des discours au Parlement, d'élaborer des propositions comprises par les électeurs des Grünen et par le plus grand nombre — naturellement jamais la totalité... —, dont l'adoption signifierait une amélioration des conditions de vie à l'intérieur même de ce système. (...)

Je veux des réformes. Et chaque amélioration — grande ou petite — qui freine la destruction de l'environnement, adoucit la misère sociale, protège les minorités, préserve ou élargit les droits démocratiques. Mais je le sais aussi : le système actuel repose sur l'accumulation du capital et la croissance, ce qui empêche de maîtriser fondamentalement la destruction de la nature. Il est aussi basé sur l'exploitation des êtres humains, ce qui l'empêche d'instaurer la justice sociale. Je veux donc des réformes et j'aspire à un changement fondamental de la société.

Et pourquoi ne reconnaitrions-nous pas qu'il n'existe aucun modèle ? A l'évidence, l'idée selon laquelle tout peut être réglé par l'attaque du Palais d'Hiver ou quelque chose de semblable, est aujourd'hui dépassée. Des changements ont lieu aussi à l'intérieur même de l'Etat. Nous partons de cette idée : c'est seulement lorsque les gens eux-mêmes — et bien plus qu'aujourd'hui — combattent et vivront pour une nouvelle société que des réformes et transformations structurelles dignes de ce nom seront possibles.

Il faut naturellement rendre hommage aux propositions de réformes du groupe du Bundestag sur la durée du travail ou sur l'arrêt des installations nucléaires dans un délai de cinq mois. Mais, il y a problème quand on affirme que ce serait la véritable stratégie pour arriver au but. (...) Cela en restera aux propositions, rien de plus. Pour obtenir le paiement du salaire en cas de maladie, il a fallu faire la grève pendant des mois. Et une nouvelle réglementation des horaires de travail — au plan qualitatif — ne sera pas obtenue vraisemblablement à la table des négociations. La mise hors circuit des installations nucléaires sera encore plus difficile. Et pas seulement parce que la réaction est au pouvoir, mais parce que le SPD ne le veut pas davantage. (...)

Rainer Trampert. Compte rendu du Comité directeur fédéral devant le Congrès de Hambourg.

* La traduction de ce discours réalisée par nos soins doit être utilisée avec prudence.

ŒUVRER CONTRE L'EXPLOITATION DE LA NATURE ET DE L'HOMME PAR L'HOMME

« Partant des lois naturelles et considérant qu'à l'intérieur d'un système limité une croissance illimitée n'est pas possible, une politique écologique implique de nous concevoir nous-mêmes et notre environnement comme faisant partie de la nature. La vie humaine elle aussi se trouve intégrée dans les circuits des écosystèmes : nous y intervenons par l'intermédiaire de nos activités, ce qui provoque une action en retour sur nous. (...) »

« Une politique écologique constitue notamment le refus fondamental d'une économie d'exploitation et de gaspillage des ressources naturelles et des matières premières ainsi que le refus d'interventions destructives dans les circuits naturels. Nous sommes convaincus qu'il faut œuvrer contre l'exploitation de la nature et de l'homme par l'homme pour faire face aux menaces graves et imminentes qui pèsent sur la vie. (...) Notre politique a le plus de chances de réussir dans le cadre d'unités économiques et administratives pas trop grandes qui soient autogérées et autarciques. (...) »

« C'est une économie basée à la fois sur la concurrence et la concentration du pouvoir économique dans des monopoles du capital privé ou étatisé qui conduit à cette croissance exploiteuse forcée qui menace de contaminer et de ravager les bases de la vie humaine. C'est sur ce point que peuvent converger les mouvements de protection de l'environnement et écologique et le mouvement ouvrier et syndical. »

Die Grünen — Das Bundesprogramm (pp. 4 et 5)

UNE POLITIQUE DE PAIX, NON VIOLENTE ET DE NON-ALIGNEMENT

« Une politique extérieure écologique est une politique non-violente. Avec l'introduction de systèmes d'armements nucléaires, la guerre a pris une dimension entièrement nouvelle de par la possibilité d'anéantir la terre entière : elle signifierait l'assassinat pur et simple des peuples et un crime contre la vie. Notre politique de paix est dirigée contre toutes formes d'agression, de militarisme à l'intérieur comme à l'extérieur, contre la course aux armements et la folie qui l'inspire et vise une vie commune des hommes dans la paix et la solidarité. Notre politique de paix veut créer des conditions sociales débouchant à l'intérieur des pays sur l'autodétermination et la liberté face aux systèmes violents qui prédominent actuellement. Nous souhaitons que tous les peuples et les pays puissent choisir librement leur propre voie de développement et s'y engager pour permettre que leurs capacités et leurs ressources soient pleinement utilisées. En ce qui concerne notamment le Tiers Monde, mais aussi les autres pays, peuples et minorités, nous sommes opposés à toutes formes de mise sous tutelle, d'ingérence, d'occupation et de pillage, que ce soit dans les domaines politique, économique, militaire ou culturel. (...) »

« La non-violence ne conduit pas à la capitulation, mais à rendre la paix et la vie plus sûres par des moyens politiques au lieu de moyens militaires et par la défense sociale. La défense sociale signifie que la société en RFA se réorganise et se réoriente vers la désobéissance civile, la résistance, des structures alternatives et décentralisées, de telle façon que toute puissance étrangère agressive comprenne de prime abord que tenter l'occupation et la domination entraînerait plus de difficultés et de charges qu'un gain de pouvoir et de profit. L'édification d'un pouvoir civil basé sur le principe de la paix doit aller de pair avec la dissolution immédiate de tous les blocs militaires, notamment de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, ce qui créerait les conditions nécessaires à la suppression de la division de l'Europe et de la partition de l'Allemagne. »

Die Grünen — Das Bundesprogramm (p. 19)

Maurice Pagat, secrétaire général du syndicat des chômeurs :

«Que les chômeurs se constituent en force»

Descendre dans la rue et crier notre désespoir... s'écrie l'un des nombreux témoignages publiés dans *Partage*, journal des chômeurs.

Le 30 mai, ils seront dans la rue à Paris, rejoints par les autres travailleurs, leurs associations, syndicats et mouvements.

Ce 30 mai doit être une « première » de l'expression autonome des chômeurs et de la solidarité de tous, actifs et chômeurs.

Comme 1985 marque un fait nouveau : l'organisation autonome des chômeurs, la multiplication des maisons et associations de chômeurs.

Maurice Pagat, secrétaire général du Syndicat des chômeurs, fait le point ici, quelques jours avant le 30 mai.

Association syndicale des chômeurs : 117, rue Henri Barbusse 92110 Clichy. Tél. : 737. 74. 76.

Maison des chômeurs : 9, rue de la Fontaine au Roi. 75011. Tél. : 806. 88. 05.

■ Ces derniers mois, on a assisté à la création de nombreuses « maisons des chômeurs », d'associations, du syndicat des chômeurs lui-même. Comment expliquer ce surgissement de l'organisation autonome des chômeurs ?

On peut en effet parler du début d'un mouvement profond des chômeurs sur l'ensemble du territoire. En quelques mois, plus d'une centaine d'associations et de maisons de chômeurs se sont créées et tous les jours on apprend de nouvelles créations. Pourquoi cette émergence des chômeurs dans le débat social, alors que pendant très longtemps, il faut bien le dire, on ne voyait pas beaucoup de capacité d'auto-organisation ? Un très grand nombre de chômeurs est maintenant dans un chômage de longue durée et souvent dans un chômage mal ou non indemnisé. Un peu plus de 1 100 000 chômeurs ne touchent rien, ni au titre de l'assurance chômage, ni au titre de la solidarité et environ 600 000 touchent 43 francs par jour. Ce chômage massif, structurel, de longue durée, mal ou non indemnisé, crée la volonté d'intervenir dans le débat social. Le but des maisons des chômeurs et du syndicat est d'abord d'organiser les chômeurs, qu'ils se constituent en force. Ils étaient jusqu'alors les seuls à ne pas intervenir dans le débat social. Les travailleurs en activité parlaient et décidaient pour eux.

Pourquoi organisation autonome ? C'est que les chômeurs ne sont pas réellement présents dans les centrales syndicales. D'autre part, le nombre des organisations syndicales, le pluralisme, qui peut présenter des aspects très positifs, risquerait de déboucher sur des comités de chômeurs CGT, d'autres CFDT, d'autres cadres... ce qui serait un luxe que les chômeurs ne peuvent pas se payer. Il faut l'unité, le regroupement de tous les chômeurs. Le deuxième but est de faire exister des services pour les chômeurs. Quant les gens ont faim, sont dans le désespoir, ne savent pas où trouver des renseignements, comment faire pour intervenir ou ont besoin d'urgence de retrouver un emploi, il faut apporter des services. Les maisons des chômeurs correspondent à cette attente. Elles sont un peu ce qu'ont été les bourses du travail de Fernand Pelloutier au début du siècle. A Paris, il y a un service emploi : nous avons placé nous-mêmes plus de 600 chômeurs dans des emplois à longue durée. Il y a aussi un restaurant gratuit, des conseillers juridiques, des spécialistes de l'indemnisation du chômage, un service médical avec consultation et médicaments gratuits. Cela se déroule dans une ambiance communautaire et c'est aussi un lieu d'activité militante. Il y a *Partage*, notre journal, vendu par les chômeurs.

Nous organisons des occupations d'ANPE et d'ASSEDIC, pour interpeller ces bureaucraties.

■ Quelles sont les principales revendications élaborées par le syndicat des chômeurs ?

C'est d'abord le minimum chômage égal aux deux tiers du SMIC. On ne peut pas vivre avec 43 francs par jour ou sans indemnité. C'est une mesure d'urgence, qui correspond à une promesse faite par François Mitterrand quand il était candidat et qui n'a pas été honorée par la gauche au pouvoir. Au contraire, on a réduit deux fois en trois ans le montant et la durée des allocations, ce qui est une régression sociale sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Cela s'est fait à la demande des patrons, a été accepté par le gouvernement, mais aussi par tous les syndicats, même si avec des nuances et réserves.

Deuxième revendication, la reconnaissance de la représentativité de nos organisations. Il n'est pas normal que nous soyons absents de toutes les instances où se décident les intérêts des chômeurs. Troisième revendication, une politique économique et sociale qui donne la priorité des priorités à la création d'emplois. Cela veut dire qu'il faut répartir autrement les emplois pour que tout le monde puisse avoir un emploi dans le contexte technologique, économique et social actuel. Il faut un partage des emplois, car les mutations technologiques en cours créent des gains de productivité, font qu'il n'y aura plus jamais assez d'emplois à plein temps pour toute la population. Ce constat est gênant, il dérange, car cela entraîne de nombreuses modifications dans les habitudes, les comportements de l'ensemble du monde syndical et des travailleurs. La réduction du temps de travail est un impératif. Nous sommes favorables au passage tout de suite aux 35 heures et très rapidement probablement aux 30 heures. C'est le seul moyen de maîtriser les progrès technologiques. D'ailleurs, Marx disait que la réduction de la durée du travail était pour le mouvement ouvrier l'impératif fondamental.

Bien entendu, cela entraîne des conséquences, dans l'immédiat, sur les revenus. Il y a des problèmes d'adaptation des trésoreries des entreprises ne peuvent pas toujours passer aux 35 heures si la compensation salariale est intégrale. Il ne s'agit pas de partager la misère, mais pour les hauts et moyens salaires, dans une période de crise, à titre provisoire, et quand vraiment les entreprises ne peuvent pas faire autrement, il faut accepter une diminution modulée du pouvoir d'achat et des avantages acquis, afin de permettre le maintien des emplois existants et d'en créer d'autres. C'est aussi une solidarité au sein du monde du travail, un certain partage au sein des travailleurs. Il ne faut pas ou-

blier qu'il y a un certain nombre de travailleurs en activité qui ne s'en tirent pas trop mal, qui sont bien protégés, bien défendus par des statuts, dans la Fonction publique ou les entreprises publiques ou para-publiques, qui ont la garantie de l'emploi et des organisations syndicales encore fortes. Il y a aussi les entreprises privées compétitives avec des conventions collectives. De l'autre côté, il y a tous les travailleurs précaires soumis à un chômage à répétition. Il y a dislocation du monde du travail. Si on veut éviter cette coupure en deux, cette société duale, il n'y a pas d'autre moyen que de rétablir des solidarités au sein du monde du travail, conformément à la tradition du mouvement ouvrier. Or, aujourd'hui, on a l'impression que le mouvement ouvrier tel qu'il s'exprime souvent dans les centrales syndicales est devenu un mouvement corporatiste qui défend finalement les plus privilégiés et abandonne les autres. A notre sens, le socialisme, c'est aussi l'amitié, la fraternité, la convivialité, le partage. Des militants qui crieraient tous les matins « Vive la révolution », en vivant sans solidarité, tiendraient un discours idéologique sans implication pratique. La crise des organisations du mouvement ouvrier, des organisations socialistes a beaucoup de dimensions. Elle a peut-être aussi une dimension morale. Quand les gens ne veulent pas mettre en pratique dans leur style de vie les valeurs dont ils se réclament, lorsqu'ils ne partagent rien, ce n'est pas très cohérent. Pour vaincre le chômage, il faut accepter soi-même un certain nombre de sacrifices.

■ Il est très important qu'il y ait auto-organisation des chômeurs, prise en charge de leurs problèmes, de leur avenir, de leurs revendications. Comment se pose le problème de la convergence avec le mouvement ouvrier organisé, sur la base du respect des intérêts des uns et des autres ?

Il faudrait qu'il y ait convergence, mais ce n'est pas facile. On l'obtiendra d'autant mieux qu'il y aura un rapport de forces favorable. C'est parce que les chômeurs étaient trop absents, qu'ils n'existaient pas eux-mêmes, qu'ils étaient oubliés et ne comptaient pas. Il faut d'abord qu'ils existent. En même temps, il faut organiser le dialogue avec les organisations syndicales. Nous avons reçu des représentants de la CFDT de l'ANPE, de l'Union Régionale Parisienne. En province, nous rencontrons des responsables d'Unions départementales CFDT et il semble bien qu'il y ait des possibilités de collaboration et d'entente. Mais nous nous adressons à tout le mouvement syndical. Nous pensons qu'il faut qu'il y ait une jonction, mais sans que les chômeurs soient une fois de plus récupérés, marginalisés. Dans le cadre actuel des structures du mouvement syndical, ils ne pouvaient pas le faire. Ils vont le faire indépendamment et toutes les fois qu'il y aura possibilité d'entente, de collaboration, d'action commune, nous le ferons.

Pour la manifestation nationale des chômeurs du 30 mai à Paris, nous appelons les travailleurs solidaires à venir à la Bastille. Cette manifestation comportera deux parties : à 16 heures, le cortège des chômeurs partira de République vers la Bastille, puis il y aura, à partir de 17h, un grand rassemblement à la Bastille auquel nous invitons tous les travailleurs de la région parisienne à apporter leur soutien et à faire cette jonction avec les chômeurs. Il y a une absolue nécessité d'union des travailleurs en activité et de ceux qui sont privés d'emploi. Cela doit se faire dans le respect des intérêts, des revendications des chômeurs. On ne peut pas s'aligner sur les mots d'ordre des grandes centrales syndicales qui ne correspondent pas aux intérêts des chômeurs. L'ensemble des stratégies syndicales est orienté vers la défense prioritaire des pouvoirs d'achat et des avantages acquis, au prix d'un taux de plus en plus élevé de chômage. Il y a rencontre nécessaire, alliance nécessaire des chômeurs et des travailleurs solidaires sans équivoque. Nous demandons aux organisations syndicales, politiques, aux associations, aux maisons de jeunes, aux forces morales et spirituelles, aux travailleurs, de venir à la Bastille, sans récupération.

Pour faire reculer le chômage,

Un nouveau mode de développement

Pour la plupart des travailleurs la présence de la gauche au gouvernement représentait l'espoir d'une lutte efficace contre le chômage.

Pourtant, en quatre ans, celui-ci a augmenté de 700 000.

Et la stabilisation des statistiques depuis le début de l'année autour de 2 400 000, du fait de la création des TUC et de stages de formation, ne saurait faire oublier que le nombre d'emplois continue de diminuer à un rythme proche de 200 000 par an.

Dans le même temps, la situation des chômeurs s'est nettement aggravée, notamment avec les remises en cause du montant et de la durée des indemnités décidées en 1982 et 1984.

L'absence de toute perspective d'amélioration de la situation de l'emploi, le caractère massif, structurel et durable du chômage font que beaucoup considèrent aujourd'hui celui-ci comme fatal, le droit au travail pour tous comme dépassé sinon archaïque.

« Comment combattre le chômage? Est-il possible de créer massivement des emplois? A quelles conditions assurer le droit au travail? » sont donc aujourd'hui des questions cruciales auxquelles le mouvement ouvrier et populaire est confronté.

Répondre à ces questions implique de cerner les causes de la suppression de deux millions d'emplois depuis 1974 (1,2 million dans l'industrie, 400 000 dans le bâtiment-travaux publics, autant dans l'agriculture) et de l'arrêt, depuis quelques années, de la création d'emplois dans la plupart des services.

CRISE ET STRATÉGIE DU CAPITAL

Cette évolution renvoie à la nature de la crise comme à la stratégie du capital mise en œuvre pour tenter d'en sortir. La crise actuelle n'est pas seulement une crise de surproduction ou de suraccumulation de capital. Elle est plus profonde et durable car elle tient à l'épuisement du modèle de croissance mis en œuvre depuis la seconde guerre mondiale et qui reposait à la fois sur des progrès rapides de productivité et des augmentations parallèles des différents revenus, sur la production de masse de biens de consommation durables, sur l'énergie à bon marché, sur l'urbanisation... La crise des années 70 et 80 est une crise du modèle dominant le système mondial, une crise internationale de structure économique.

La stratégie du capital repose sur une mise en valeur différente de celui-ci et sur son redéploiement : fermeture et abandon des activités jugées les moins rentables, rentabilisation accélérée des autres, en particulier par la modernisation technologique et l'intensification du travail, concentration des investissements dans les activités, secteurs, régions, pays où des profits rapides et élevés sont attendus, multiplication des attaques contre les droits des travailleurs et le mouvement ouvrier. Les conséquences en sont, en particulier, la diversification des grands groupes, la délocalisation des activités, le développement d'usines de petites dimensions, la précarisation croissante du travail, la mise en œuvre d'une fiscalité et d'une déréglementation sauvages, l'instauration d'une société duale dont sont victimes en particulier les jeunes, les femmes, les immigrés (cf. *Travailleurs* n° 23 : « La classe ouvrière en mutation »).

La diminution du nombre d'emplois en France est la résultante de la nature de la crise et de la stratégie du capital. On ne saurait donc résorber le chômage, assurer le droit au travail pour tous, créer des centaines de milliers d'emplois sans remettre en cause le modèle actuel de développement, sans définir et mettre en œuvre un nouveau mode de développement qui s'attaque aux racines de la crise, qui réoriente fondamentalement l'économie.

Les mesures partielles souvent proposées en terme de contre-propositions industrielles ou de réduction du temps de travail sont en effet insuffisantes à elles seules pour combat-

tre efficacement le chômage. Les contre-propositions industrielles, car les emplois défendus ici ou créés là risquent fort d'être accompagnés de suppressions dans une autre implantation du même groupe, dans une autre région ou dans une autre branche. La réduction du temps de travail car, même à supposer qu'elle soit opérée massivement et rapidement elle permette de « remettre les compteurs à zéro », elle n'empêcherait pas la poursuite du mouvement de réduction de l'emploi et de redéploiement du capital. Contre-propositions économiques et réduction du temps de travail ne seront efficaces que si elles sont composantes de la définition d'un nouveau mode de développement. Et celui-ci doit viser à la fois à satisfaire les besoins populaires, limiter les dépendances économiques et politiques par rapport au marché mondial, s'inscrire dans le développement du Tiers Monde.

SATISFAIRE LES BESOINS POPULAIRES

Il ne s'agit pas ici de recenser les besoins populaires insatisfaits, dont les travailleurs et le mouvement populaire sont porteurs. Mais que l'on prenne en compte la situation des chômeurs, les conditions de travail, le logement, la santé, l'éducation et la formation professionnelle, les conditions de vie des jeunes, des handicapés ou des personnes âgées, les besoins culturels, de communication ou de loisirs, le respect des grands équilibres naturels et écologiques... on est bien loin d'une saturation des besoins ou d'une surproduction effective.

Comment ne pas mettre en parallèle ces besoins populaires non satisfaits, que la baisse du pouvoir d'achat de ces dernières années rend encore plus criants, et le gigantesque gaspillage de travail humain que représentent les 2 500 000 chômeurs actuels? Sans même parler des immenses besoins exprimés par les peuples et pays du Tiers Monde, dont la situation s'aggrave, elle aussi, avec la crise et le redéploiement des capitaux. C'est dans cette situation que se trouve la clé d'une réorientation profonde de l'économie et de la société : produire, s'organiser non dans la recherche effrénée du profit maximum sur le dos des travailleurs et des peuples, mais pour satisfaire leurs besoins matériels, culturels et humains.

Il faut donc mettre en œuvre une croissance nouvelle, économe, qui permette à la fois de répondre aux besoins et de créer des centaines de milliers d'emplois utiles et efficaces. Engager un tel processus n'a rien d'utopique si l'on consacre les moyens aujourd'hui disponibles, et ceux qui proviendront de la croissance et des indemnités de chômage économisées, à une relance sélective, des investissements créateurs d'emplois utiles et économes en capital, la réduc-

tion à 35 h, de la durée hebdomadaire du travail, une lutte effective contre les gaspillages (énergie, verre, papier...), l'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité...

Une telle réorientation de l'économie et de la société nécessite l'intervention des travailleurs et milieux populaires pour exprimer les besoins et déterminer leurs priorités, contrôler, de manière décentralisée, sur les lieux de production comme dans les villages, villes et quartiers, la mise en œuvre de cette nouvelle politique, pour préparer et décider les nécessaires reconversions économiques qui seront à mettre en œuvre dans ce but.

LIMITER LES DÉPENDANCES

L'insertion de plus en plus poussée de l'économie française dans le marché mondial et l'interdépendance croissante des économies créent des contraintes économiques et politiques de plus en plus nombreuses, dont témoignent aujourd'hui les effets de la politique de Reagan, l'hégémonie du dollar ou les relations au sein de la CEE.

L'alternative à cette soumission croissante aux lois et règles du marché mondial n'est pas l'autarcie ou le repliement sur soi-même, mais la maîtrise des relations de l'économie française avec celles des autres pays, la reconquête de degrés d'autonomie. Les moyens d'une telle autonomie existent. Ils passent par une politique active du taux de change et le contrôle des mouvements de capitaux, des mesures quantitatives et qualitatives sélectives de protection du marché intérieur, la recherche d'accords avec les partenaires commerciaux excluant l'utilisation du dollar dans les règlements, le contrôle, là aussi populaire et décentralisé, des activités des multinationales, ou la renégociation du Traité de Rome.

FORGER UNE ALLIANCE NOUVELLE AVEC LE TIERS MONDE

Cette reconquête de degrés d'autonomie par rapport au marché mondial et au modèle dominant en crise n'implique aucun isolement de la France. Les conditions sont en effet réunies pour forger une alliance nouvelle avec le Tiers Monde. Celui-ci subit en effet également, et avec encore plus d'acuité, les conséquences de l'offensive de l'impérialisme US et de l'hégémonie du dollar, du marché mondial, du redéploiement impérialiste des capitaux. Les peuples et pays du Tiers Monde agissent pour défendre leur indépendance économique et politique, exigent un nouvel ordre économique international qui leur permette d'assurer leur propre développement. Ce combat contre une même cible crée la possibilité d'une alliance qui respecte la diversité des situations et des intérêts.

Une telle alliance nécessite de remettre en cause les rapports de domination qui existent aujourd'hui de la France par rapport au Tiers Monde, en particulier en Afrique (pillage des matières premières, échange inégal, exportation des capitaux, présence de bases militaires françaises, ventes d'armes, essais nucléaires français dans le Pacifique...). Cette remise en cause, et donc cette nouvelle alliance, passent par la reconnaissance du droit à l'indépendance des dernières colonies françaises que sont les DOM-TOM, la négociation d'accords avec les pays ou groupes de pays engagés dans le développement de la coopération Sud-Sud, accords basés sur l'égalité et l'avantage réciproques, la solidarité avec les luttes du Tiers Monde, le mouvement des non-alignés, le groupe des 77 de l'ONU...

Fixer comme but à la politique économique et sociale de satisfaire les besoins populaires, limiter les dépendances par rapport au marché mondial, forger une alliance nouvelle avec le Tiers Monde concourent directement à définir un nouveau mode de développement, indépendant, non-aligné, solidaire du Tiers Monde, et permettant d'engager un processus visant réellement à faire reculer le chômage et assurer le droit au travail pour tous.

Pierre BAUBY

« 100 propositions pour une seule lutte »

Le X^e Congrès de la FASTI se tiendra à Marseille les 25, 26 et 27 mai. A cette occasion, nous avons rencontré Roger Mathieu, membre du Bureau national depuis dix ans.

■ Qu'est-ce que la FASTI ?

La FASTI, c'est une fédération qui regroupe environ 180 associations qu'on appelle ASTI (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), créée depuis le début des années 60 pour : — obtenir de meilleures conditions d'accueil aux travailleurs immigrés ; — développer l'alphabétisation et la formation des immigrés ; — soutenir les revendications posées par les travailleurs immigrés ; — sensibiliser l'opinion publique ; — favoriser l'expression des travailleurs immigrés eux-mêmes.

Ça regroupe cinq grandes régions : Nord-Est, Nord-Ouest, Provence Côte-d'Azur, Languedoc-Roussillon et Sud-Ouest. On fonctionne en Unions régionales des associations qui sont composées de membres élus de ces régions, élus par leurs régions et non par les congrès. Mais au niveau du Bureau national, il y a des membres qui sont élus par le congrès lui-même. Il y a une autre originalité : nous fonctionnons en deux collèges ; depuis le Congrès d'Orléans, les immigrés font partie intégrante du Bureau national ; il y a parité entre élus français et immigrés. Ça fonctionne pareil pour les délégués régionaux. Il y a un Congrès tous les deux ans, et des rencontres nationales sur des grands thèmes tels que l'interculturel, la formation, la propagande, des rencontres jeunes, femmes.

La FASTI n'est pas le porte-parole des problèmes de l'immigration ; on est une composante des associations qui en France luttent sur le terrain de l'immigration. A ce niveau-là, on essaie au maximum au travers de nos positions, de rallier comme n'importe quelle association un maximum de gens sur ce qui est

à notre avis la question essentielle : la lutte pour l'égalité des droits de tout citoyen vivant en France et la lutte contre le racisme. Donc, on est bien obligé de tenir compte de ce qui se fait à côté et de chercher au maximum autour de nous des appuis dans le cadre de nos activités, dans le cadre des grands problèmes que pose l'immigration, de trouver des partenaires, à partir du moment où les uns et les autres, on arrive à se mettre d'accord sur les thèmes. Il y a eu notamment la lutte des foyers Sonacotra, le problème de la marche pour l'égalité, de Convergence. A travers tout ça, on a des critiques à amener, mais on est obligé malgré tout de chercher ce qui peut rassembler le maximum pour lutter pour ces droits.

■ Votre X^e Congrès va se tenir à la fin du mois à Marseille, quel sera le bilan de l'action et de la réflexion ?

Ce Congrès est charnière, parce que d'une part, on va recenser où on en est actuellement dans cette période de crise, où on est les militants des ASTI dans leur action, et d'autre part, comment ils essaient de faire passer en priorité cette lutte pour l'égalité des droits : droit de vote, regroupement familial, logement, école. On pense qu'on ne peut pas lutter contre le racisme si on ne pose pas au préalable la condition du problème de l'égalité des droits. On est déjà une société inégale, et il est très important de dire qu'il n'y a pas que les immigrés qui ont des problèmes, il y a aussi des couches de la population française qui ont les mêmes problèmes, avec le fait qu'ils ne sont pas déracinés ; par exemple, la lutte pour le logement, on peut l'insérer dans une lutte globale.

Le Congrès va donc faire le point sur les problèmes de séjour, mais aussi sur le problème des jeunes. Nous, on a une position : qu'il y ait le maximum de jeunes dans les ASTI pour prendre en charge leurs problèmes. Il y a quelques années, on a posé le problème de la deuxième génération qui est dépassé actuellement parce qu'il n'était posé que sur un plan juridique. Le problème des jeunes se pose actuellement avec une particularité qui est celle de leur origine ; on ne veut pas reconnaître le fait qu'ils passeront leur vie ici, et si personne ne veut prendre cela en compte il y aura des luttes de la part des jeunes comme il y en a eu de la part de leurs parents à une époque, qui étaient axés sur le travail, les conditions de travail, le logement, mais les jeunes eux poseront le problème de la reconnaissance de la citoyenneté. La marche

pour l'égalité a montré la sensibilisation des jeunes à ce niveau ; Convergence a montré que ces jeunes commencent à se prendre en charge, à s'organiser, à être autonomes y compris par rapport à des structures comme les nôtres. Nous, on n'a pas le label du travail dans l'immigration ; on a contribué à cette émergence par nos rencontres nationales avec les jeunes ; c'est une composante qu'il va falloir prendre en compte dans la lutte de tous les jours, comme partenaires au même titre que les autres, non pas de façon marginale, mais en collaboration, parce qu'ils ont des revendications autres, des aspirations différentes y compris dans le mode d'organisation de leurs propres structures auxquelles on a, nous, des difficultés à adhérer. Et ça ne se passe pas sans craquement ; de leur côté aussi, il y a une analyse à tirer de ce que sont nos associations, nos origines ; l'un ne se fait pas sans l'autre. On a intérêt à ce qu'il y ait complémentarité au niveau de la réflexion. Ça passera d'abord par des débats au niveau local, puis à travers des colloques.

Il y a aussi le problème des femmes des femmes immigrées, celles qui sont entrées dans le cadre du regroupement familial, celles qui se sont prises en charge indépendamment des structures. A cause du poids des traditions, il est plus difficile à une femme, même jeune de s'organiser qu'aux jeunes garçons. / la FASTI, il y a eu un petit recul sur ce qu'avaient décidé les derniers congrès ; savoir qu'il fallait donner une priorité ; notre action en milieu jeunes et femmes. En milieu jeunes, ça a été plus facile ; en milieu femmes, c'est beaucoup plus complexe.

■ Quelles seront les orientations discutées au Congrès ?

Le thème du Congrès c'est : « 100 propositions pour une seule lutte, celle de l'égalité des droits et contre le racisme ». Ces propositions sont à continuer à élaborer ensemble, et à faire à d'autres partenaires. Ça va être une base pour les militants pour pouvoir mener des bagarres, face au gouvernement en disant : on vous propose ça, qu'est-ce qu'on peut discuter là-dessus ? Ce Congrès se situera dans une époque charnière ; au niveau des ASTI, on ne peut plus continuer à dénoncer les gouvernements quels qu'ils aient été en place, parce qu'on se rend compte qu'actuellement il y a des possibilités de lutte sur des trucs très précis, et que de temps en temps le gouvernement peut lâcher, suffit que les objectifs et les propositions soient clairs. On l'a vu pour un certain nombre de luttes : la lutte contre les circulaires Marcellin-Fontanet, soi Giscard, et contre les lois Barre-Bonne Stoléru. On a pu se rendre compte qu'on pouvait à travers ça dénoncer un certain nombre de choses, et en même

temps faire reculer le gouvernement là-dessus. Actuellement, les négociations avec le gouvernement se font dans le cadre du CNPI (Conseil national des Populations Immigrées), qui a été mis en place par le cabinet de G. Dufoix, et qui regroupe les syndicats, les associations de solidarité, les associations d'immigrés. A notre avis, c'est un peu un cache-sexe, car ça peut permettre au gouvernement de se rallier les associations un peu contestataires et de cautionner. Nous, tout en y étant, on ne veut pas être les otages, et faire croire à l'extérieur que tout va bien entre la FASTI et le gouvernement. Non, il y a encore d'énormes problèmes ; on l'a vu quand est sortie la loi sur le regroupement familial où le gouvernement a passé outre le CNPI, qui n'a même pas été informé de ces lois.

Sur les 100 propositions, certaines sont gagnables, mais il faut créer des conditions objectives pour que l'ensemble du secteur associatif se solidarise de ces propositions, et ce sera à nous de convaincre les associations qu'il faut qu'on se batte en commun là-dessus. Actuellement, il faut faire des propositions. On ne peut pas se contenter seulement de critiquer ou d'attendre ; sur le plan du droit de vote par exemple, Mitterrand a fait marche arrière par rapport à ses propositions en disant que les conditions objectives n'étaient pas réunies pour que ce soit accepté au niveau de la population. Mais par rapport à l'abolition de la peine de mort, la majorité de la population était contre, Badinter a tenu bon et c'est passé. Pour le droit de vote des immigrés, c'est pareil ; on n'a jamais tenu compte de la population pour faire passer les lois. Nous, on dit que c'est une question de formalité. Rien n'en empêche le gouvernement.

Actuellement, on pense que l'objectif principal, qui est la lutte pour l'égalité des droits, doit reconnaître la citoyenneté (c'est un thème très important pour la FASTI : citoyenneté pour les gens vivant et travaillant sur le territoire et pour leur famille) et le droit au regroupement familial. Quand on parle de lutte pour l'égalité des droits, on ne peut pas demander aux gens que des devoirs, encore faudrait-il que dans le cadre de ces devoirs ils aient des droits.

■ Quelles difficultés rencontrez-vous ?

On se pose des questions sur notre association : on n'est pas seulement les porteurs de valises de l'immigration. On ne peut pas simplement former des militants et une fois qu'ils partent, aller voir ailleurs. Sur le réseau de l'immigration nationale, on amène notre contribution comme les autres, mais en même temps on pense qu'on n'existerait pas depuis 20 ans si on n'avait pas amené des « vérités ». A la FASTI, on a été en avance sur des grands thèmes ; c'est bien qu'ils émergent, mais se pose aussi le problème de notre identité en tant que FASTI. Il faut qu'un grand nombre de gens militent à la FASTI. On ne sert pas seulement à déléguer dans les autres associations des gens qui se sont bien formés sur les questions de l'immigration. C'est énorme, les gens qui sont passés dans les ASTI et qui sont partis militer ailleurs ; ce n'est pas simplement qu'on n'a pas su retenir ces gens parce que les structures ne correspondaient pas. C'est très complexe de militer en matière d'immigration parce que tout est à refaire, on repart à zéro tout le temps. Les thèmes sont toujours les mêmes : le racisme, la lutte pour l'égalité ; ça s'est posé de tout temps, pas sous les mêmes formes.

Le Congrès peut nous permettre de faire le bilan de ce qu'est l'immigration actuellement et de faire des propositions ; il faudra essayer de voir après comment on va continuer ce qu'on a toujours fait avec nos difficultés. Par exemple, au niveau des médias, c'est très bien que SOS-Racisme puisse se faire reconnaître, mais on demande aussi l'égalité pour la FASTI. Il y a là des inégalités pour faire connaître les associations.

Ce n'est pas parce qu'on va nous caser un quart d'heure par an, juste avant un congrès qu'on est satisfait de ça. On essaiera d'avoir un peu plus d'audience à partir du moment où on pourra discuter les 100 propositions.

LU DANS LA PRESSE LOCALE DU PCML

Deux initiatives, pour mieux se comprendre, pour lutter ensemble...

S'UNIR, LUTTER d'avril 85, bulletin du PCML-Aveyron, a réalisé une petite enquête auprès des militants du bassin de Decazeville menacé, CGT, CFDT, PCF, élus, "Sauvons le bassin", leur posant les mêmes questions sur la situation et la lutte et publiant les réponses des uns et des autres. Il en ressort des points d'unités : le maintien du capital emploi, l'utilisation de tous les moyens possibles, et des divergences à débattre (la part de responsabilité gouvernementale), et des pratiques d'exclusion à combattre. **S'UNIR, LUTTER** conclut : « Le rassemblement, auquel tout le monde aspire, ne se fera qu'en s'appuyant sur ces points d'unité, en approfondissant le débat, en refusant le sectarisme. Non pas un rassemblement DERRIÈRE les positions de certains, les bases d'un tel rassemblement ne peuvent être celles d'une seule organisation. Mais le rassemblement AVEC d'autres, tous ceux qui sans exclusive sont d'accord pour lutter pour la survie du bassin. »

Sous l'égide de **UNITÉ ET SOLIDARITÉ**, bulletin régional du PCML-Languedoc, s'est tenue le 11 mai 85 une rencontre « Emploi et Région » : « Depuis 20 ans, dans la région, les batailles contre les licenciements se sont déroulées les unes après les autres, avec pour aboutissement des réductions d'effectifs dans le meilleur des cas, et souvent des fermetures pures et simples... (...) Beaucoup s'interrogent : comment stopper l'hémorragie, que proposer d'autre, comment agir différemment sur le terrain? Quel bilan tirer de ces batailles menées? Les stratégies mêmes, syndicales ou politiques, portent-elles une responsabilité dans l'incapacité du mouvement ouvrier et populaire régional à faire face à l'évolution de la situation de ces 10 dernières années? (...) Par notre modeste bulletin, nous avons essayé d'informer sur les batailles en cours, faire connaître les points de vue des uns et des autres; nous avons en même temps constaté combien était grand l'isolement de chacun face à ses difficultés et pourtant combien étaient riches de points de vue, de réflexion, de propositions les expériences des uns et des autres... Nous avons aussi mesuré combien était grande la méconnaissance réciproque entre les différentes composantes du mouvement populaire régional, mouvement syndical, mouvement paysan, mouvement associatif ou culturel, tous touchés directement, même si de façon différente, par ce fléau qu'est le chômage et le problème de l'emploi. Comment faire tomber les incompréhensions, comment prendre la mesure de différences réelles, tout en essayant d'agir ensemble? »

Le 11 mai, une trentaine de militants, politiques, syndicaux, associatifs de divers horizons, ont commencé à répondre **ENSEMBLE** à ces questions. A poursuivre...

WAR ZAOI DEBOUT, bulletin du PCML-Bretagne, sous le titre « Guingamp-Lannion, la déchirure », stigmatise les décisions de licenciements secs dans l'électronique du Trégor prises par les trusts nationalisés et le gouvernement. « Ici le credo de la modernisation ne tient pas la route, alors on affabule : concurrence internationale, mutation, pour un peu l'électronique ne vaudrait pas plus que la charrette à bras! Et de proposer des reconversions dans l'aquaculture ou l'élevage des lapins! Non! La meilleure reconversion des travailleurs de l'électronique, elle est dans l'électronique! Au lieu de gaspiller des milliards en plans dits sociaux, il faut créer des emplois stables et qualifiés. Les travailleurs bretons ont le droit de vivre décemment chez eux. Ce droit, ils l'affirment depuis des décennies, et les semeurs d'illusions auront tout le temps de méditer dans leur confortable isolement cette leçon en mars 1986. »

L'éditorial de **LA COMMUNE DU XIX-XX** d'avril-mai 1985, sous le titre « Paris, capitale de la xénophobie sociale », recense les mesures antisociales et discriminatoires vis-à-vis des chômeurs et des immigrés. En voici quelques exemples : « — inscription dans les crèches faites non plus par les directrices mais par la mairie d'arrondissement avec refus des enfants des chômeurs; — suppression de l'allocation de congé parental au troisième enfant à tous ceux qui n'ont pas la nationalité française; — nouveau calcul de l'allocation de la ville de Paris (AVP) pour les retraités et handicapés qui défavorise les immigrés, ceux-ci n'ayant droit ni au Fonds national de solidarité, ni à l'allocation d'adulte handicapé; — non instruction en vue de l'aide médicale gratuite (AMG) pour les "non Français" qui ont un récépissé de séjour de trois mois; — pas d'inscription des enfants dans les écoles maternelles si le titre de séjour des parents n'est pas valable jusqu'en juin 1985 (caci pour l'année 1984-1985). (...) De plus, la mairie de Paris n'hésite pas à contrevenir à la loi "informatique et liberté" en effectuant un fichage systématique des plus démunis d'entre nous et des immigrés. »

Dans **ENSEMBLE** de mai 85, bulletin du PCML-Toulouse, un appel aux initiatives toulousaines contre le camp de rétention de Bagnac. En effet, écrit **ENSEMBLE**, « (...) les travaux de construction du Camp de Rétention de Bagnac ont commencé. Le maire (MRG) a délivré fin décembre le permis de construire. C'est rue Bordebasse (direction Cornebarrieu) que l'on peut voir les fondations des sinistres locaux destinés à "accueillir" ces immigrés en instance d'expulsion, dont le seul propos est, par exemple, de rejoindre leur famille installée en France. Car pour le gouvernement, il n'est pas légitime qu'un travailleur vive avec sa famille ou puisse obtenir un titre de séjour dans notre pays, s'il est au chômage, dès lors qu'il est immigré! Une discrimination qui, si elle est loin encore des thèses extrémistes des émules de Le Pen, a de moins en moins de choses à envier aux discours de la droite dite "classique", et ne peut en tout cas que conforter les démagogues qui voudraient faire des travailleurs immigrés les responsables des ravages causés par le patronat et la droite. »

RIPOSTE (avril 1985), lettre de la section basque du PCML, sous le titre « Au Pays Basque aussi : construire une alternative », écrit : « Au Pays Basque également existent et s'expriment des courants très divers susceptibles de constituer cette union dans la diversité que

nous préconisons. Parmi d'autres : organisations dites d'extrême-gauche, des militants du cadre de vie, des militants syndicalistes, des paysans ou ouvriers, les courants organisés ou non qui traversent le mouvement abertzale... Des réticences ne manquent pas de surgir ici ou là sur le fait qu'un tel rassemblement (au minimum au niveau départemental) risque d'être confus ou encore qu'il ne prend pas en compte la spécificité de la lutte du peuple basque... Il s'agit d'objections sérieuses, comme il est vrai que la proportionnelle départementale défavorise les petits partis, comme est vrai également que les régions actuelles sont des décisions administratives sans aucun fondement économique, culturel ou linguistique... Mais ce qui est également sûr : si ceux qui ne se reconnaissent ni dans la droite ni dans la gauche constitutionnelle ne s'unissent pas, ils seront en 86 et au-delà marginalisés, liquidés. »

Dans un éditorial « Pour un rassemblement régional, alternatif et écologiste », **SEINE ET MARNE ACTION** d'avril 85 avance « deux certitudes » : « 1. Une action de terrain est indispensable. Ces dernières semaines, des forces et personnes d'horizons et de sensibilités diverses ont manifesté leur volonté de s'opposer au racisme. A Melun, au Mée, des jeunes se mobilisent de façon autonome dans la campagne "Touche pas à mon pote". Raisons d'espérer et d'entreprendre. Pour autant, le développement du Front national dans les quartiers populaires montre combien les gens sont excédés, combien ils sont vulnérables aux explications simplistes et rassurantes même si illusoire. Sur eux, les développements idéologiques antiracistes ont peu de prise; il faut trouver, et vite, des solutions concrètes concernant le logement, l'emploi, la vie en cité, l'école, la formation. 2. En finir avec l'esprit de chapelle, les réflexes partisans dont beaucoup sont imprégnés. Face aux difficultés, certains donnent l'impression de se crispier sur leurs certitudes et leur organisation en attendant peut-être... des jours meilleurs. La mobilisation contre la venue de Le Pen à Melun, positive, l'a démontré. Certains ne sont pas venus pour ne pas se mélanger avec les autres forces du mouvement populaire, d'autres ont participé activement à la mobilisation mais en cherchant à se distinguer en mettant leur sigle partout sur les murs. (...) Mais, en partant du vécu local, des aspirations concrètes des gens, sans chercher à imposer la "ligne politique" de son organisation, on peut mettre sur pied une plate-forme de revendications claires et mobilisatrices pour l'emploi, pour la défense de l'environnement, pour l'égalité des droits Français-immigrés... Des collectifs locaux peuvent se mettre sur pied où militants associatifs, écologistes, syndicaux, politiques, non-organisés, se retrouvent à égalité dans le respect des spécificités de chacun. »

Dans son éditorial intitulé « Mon panache lave plus blanc » **LA LETTRE DU PCML du Nord** de mai 85 s'interroge sur la « relation d'hégémonie » qui bloque le rassemblement nécessaire pour 86 et au-delà : « (...) si l'hégémonie est une chose détestable chez les grands partis, toujours prêts à vous faire une petite place, à condition qu'elle soit petite et sur leur programme, c'est une méthode "d'alliances" assez bien partagée. Chacun, grand ou petit, a une forte tendance naturelle à proposer benoîtement un rassemblement sur la base de sa propre analyse, considérant, primo que c'est la meilleure, secundo que les autres sont presque aussi bonnes, mais quand même... (voir primo). Je suis sûr que cette critique "d'hégémonie" tombe complètement à plat! Personne ne s'y reconnaît, car personne n'a l'hégémonie clairement définie dans son programme. C'est justement la difficulté. La recherche de relation hégémonique fait partie du patrimoine culturel de la politique française et rompre avec ça demande une démarche un peu contre nature. Mais regardez le PCF, il nous en donne une assez bonne caricature, le PS aussi s'y adonne et d'autres y reconnaîtront peut-être certaines forces même plus petites (pas le PCML, quand même...! Si? alors vraiment le malaise est profond!!) »

De nombreux appels pour une alternative

Ces derniers temps, il ne manque pas d'appels pour construire une alternative. Le bureau politique de la LCR vient de signer un texte, « Une alternative plus que jamais nécessaire », où il écrit : « Nous sommes convaincus que dans la situation défensive où nous nous trouvons, il est indispensable de rassembler tous les militants disponibles sur quelques objectifs communs de réflexions et de luttes... Il ne s'agit pas de formaliser de simples cartels des organisations d'extrême-gauche. La mise sur pied de ces collectifs alternatifs, qui doit respecter la diversité des expériences locales, n'est pas une initiative conjoncturelle liée aux nécessités électorales, mais s'inscrit dans l'émergence d'une large force unitaire anticapitaliste. »

Les Verts, le 15 mai, lors d'une conférence de presse, ont précisé leur point de vue pour « Une convergence des forces alternatives et écologistes — avec les Verts » : « Le repli individualiste négatif, sans projet communautaire, sans sentiment d'appartenance, coïncide alors paradoxalement avec la vague certitude d'un "autrement" possible de la politique, hors des blocs traditionnels... Cependant une mosaïque de luttes ne crée pas, par l'effet seul de sa multitude et de sa diversité, une dynamique sociale d'ensemble, surtout si elle est entachée d'orientations et de pratiques d'organisations d'extrême-gauche dont l'avenir populaire semble fermé. Mais le frottement des Verts avec tous ces groupes sur le terrain social sera sans doute profitable aux uns et aux autres. »

Félix Guattari, un des initiateurs de la pétition pour une proportionnelle intégrale dans une lettre du 1^{er} mai lance lui aussi un « appel au regroupement "alternative 86" » : « J'insiste sur le fait qu'il n'est aucunement question ici de constituer un cartel d'organisations. En tout état de cause, cet appel ne sera signé que par des individus. Cependant, des militants connus d'organisations écologiques, alternatives, nationalitaires, d'immigrés, libertaires, pacifistes, féministes, de la gauche extra-parlementaire pourront s'y trouver associés aux militants ouvriers, aux paysans, aux employés, aux fonctionnaires, aux étudiants, aux intellectuels et aux artistes qui en seront les initiateurs. Enfin, pour la suite, tout dépendra de la dynamique que nous réussirons peut-être à impulser collectivement. »

Le PSU, après les clarifications conséquentes de son Congrès de décembre, s'inscrit aussi dans cette problématique. Récemment dans 2 A, Bernard Ravenel l'a proposée, dans la définition de l'objectif du conseil national de juin de son parti : « L'ensemble des militants du PSU doit désormais réfléchir sur l'opportunité, la pertinence et les modalités de ce type d'Assises pour l'alternative qui devrait à tous les niveaux, réunir sans manipulation organisationnelle ceux qui pensent qu'une étape doit être franchie vers un regroupement souple pour affronter des échéances nouvelles. »

Le constat des initiateurs des « Rencontres de pratiques alternatives » de la Pentecôte indique : « Une dynamique alternative reste à construire en France par des échanges entre groupes pour décloisonner les pratiques; par la recherche de convergence; par le développement d'une démarche de propositions; par la confrontation entre des apports d'origine différente; par l'instauration de liens entre réseaux militants et groupes de réflexion; par l'intensification des enjeux de fond et des problèmes rencontrés. »

D'autres militants, d'autres collectifs, d'autres organisations — comme le MAN — se situent dans cette optique. Notre parti, qui tient un Congrès en juin pour préciser ses positions pour 86 et l'après 86, se situe également dans la recherche d'une alternative (cf. **PCML-Flash** : « Pour une alternative en 86 »; **Travailleurs** n°24 : « Feu la gauche? »).

Quelle alternative?

L'alternative : l'idée est dans l'air, le mot fait école. Mode? Tentatives de récupération d'une aspiration qui prend forme? Dévoiement politique de pratiques déjà existantes? Et même si ces motifs étaient dominants, ils ne sauraient masquer ni détourner la réalité d'un mouvement militant pour l'essentiel issu de mai 68 et des luttes de l'après 68. Mouvement qui traverse toutes les organisations concernées et les dépasse et qui touche bien des militants des « grandes » organisations du mouvement ouvrier et populaire. Mouvement éclaté, diffus et combien fragile, dont personne n'a la paternité, mais dont chacun a la responsabilité de contribuer à en faire une force ou de le liquider...

S'ils existent, les jeux politiques autour de l'alternative sont puérils, dérisoires et voués à l'échec. Car les raisons qui conduisent à penser et oser une autre politique, une autre façon de la faire, sont autrement plus essentielles pour le présent et l'avenir. Il y va aussi du maintien — de la survie? — d'un capital militant, d'un collectif d'hommes et de femmes qui se battent depuis 15 à 20 ans. Ces raisons, nous les connaissons tous, militants de divers horizons; ce sont la faillite du modèle de changement de la gauche, le rejet des pratiques politiques, la radicalisation de la droite, la montée du racisme et de la xénophobie, le chômage et ses effets nocifs, la militarisation des blocs et les menaces de guerre, le fait colonial dans les dernières colonies françaises, etc. Chaque matin ces raisons nous motivent et nous mettent de plus en plus souvent côte à côte, dans les rues mais aussi dans l'action syndicale et associative, et aussi sur le terrain institutionnel...

DANS LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER ET POPULAIRE

Pourquoi ces convergences de terrain et cette conscience nouvellement partagée de la nécessité vitale d'une convergence plus globale? Sans doute la crise et l'échec sont-ils les meilleurs maîtres...

L'appel de la LCR parle de « situation de défensive ». Il est à craindre que cette caractérisation ne soit même plus suffisante. La mise en défensive du mouvement ouvrier et populaire date de la fin des années 70. Depuis, un processus de redéploiement du capital, de restructuration de l'économie, d'attaques brutales ou plus insidieuses contre les travailleurs, a laminé et lamine les plus combatifs, dissèque les forces vives, ampute les bastions, déstabilise les pensées. Les transformations violentes du procès de production, les mutations de la société — mot pudique, lourd de conséquences — ont désarçonné les forces syndicales et politiques, ont rendu quasi caducs les appels à la lutte traditionnelle. Bien des mots d'ordre, des modes d'action, jadis éprouvés, ont buté désespérément sur les blindages du capital et de ses stratégies, au pouvoir et ailleurs. Aujourd'hui, « défensive » est un peu court : crise, désarroi, conviennent mieux. En un mot, il faut bien parler de défaite.

Dans la défensive, nous avons appelé à la syndicalisation, à l'unité syndicale, à « encadrer » le repli sur le court terme

et le local. Mais les choses se sont aggravées. Le capital ne cherche pas un compromis type Grenelle mais une victoire sur toute la ligne. L'exercice du pouvoir par la gauche, PCF compris jusqu'en 84, a accéléré la décomposition des points de résistance (ceux qui ont cru en 81 à un nouveau 36 ou à une réalisation de 68 se sont trompés gravement). On peut incriminer la responsabilité des chefs des grands partis, mettre en cause les stratégies et les pratiques du PS et du PCF qui ont contribué aux impasses d'aujourd'hui. Ce diagnostic, pour exact qu'il soit, est encore un peu court. Car la défaite en question touche tout azimut et met en cause les conceptions établies dans tous les domaines : organisationnel, programmatique, stratégique, idéologique, culturel. Personne n'y échappe, les composantes d'une alternative non plus!

Voilà pourquoi resteront vains, à notre avis, les appels à la volonté et au rassemblement qui ne prendraient pas en compte la réalité et la profondeur de la crise. Comme seraient dérisoires les spéculations — pour se refaire — sur un regroupement des déçus et des mécontents et sur une politique du pire (plus ils en « chient », mieux ça vaut!). Réorganiser des « battus », c'est autre chose!

OBSTACLES ET ATOUTS

Autrement dit, prenons la mesure de la crise globale du mouvement ouvrier, de notre propre échec. Faute de quoi, nous bâtissons sur du sable.

De plus en plus, des militants d'horizons différents agissent ensemble, pour l'emploi, contre le racisme, pour la paix, pour la solidarité au peuple kanak, pour le respect des minorités... Ce faisant, ils confrontent leurs pensées et leurs pratiques. C'est une base solide pour construire une alternative, ce n'est pas encore un modèle alternatif. L'addition — la coexistence — des propositions des années 70, portées par les uns et les autres — PSU, LCR, Verts, associatifs par thèmes — ne peuvent telles quelles forger le contenu de l'alternative. Car tout cet ensemble est porteur d'idées usées, dépassées, à dépeussier ou à interroger pour le moins, et de pratiques négatives à bannir. Prenons quelques exemples. Peut-on imaginer de fixer comme objectif, dans cette alternative, la construction d'un « parti des travailleurs » alors même que jaillissent de toutes parts des interrogations légitimes sur certaines conceptions bien ancrées de la forme et du contenu du « parti »? Peut-on fixer comme horizon la création d'un mouvement type « Grünen » sans avoir exploré ses spécificités propres en RFA et surtout les spécificités propres de la réalité française? Pour faire bonne mesure, mettons nous, le PCML, sur la sellette, avec notre objectif de contribuer au renouveau du mouvement ouvrier et populaire et au renouveau du communisme : n'est-ce pas une gageure et un défi démesuré au regard de la situation d'aujourd'hui? On pourrait aussi interroger le contenu actuel de l'autogestion

du PSU, le manque de projet global indiqué par les « Verts », etc. On ne saurait avancer vers la définition d'une « autre politique » sans affronter ces questions-là et bien d'autres — la bataille pour l'emploi, le mode de développement, etc. — ensemble. Comme on ne saurait forger une « autre manière de faire la politique » sans bannir dès aujourd'hui les vieilles pratiques d'exclusives, d'arrière-pensées, de ragots colportés sur tel ou tel groupe ni sans réfléchir ensemble sur les conceptions d'organisation. Personne ne conduira seul le char de l'alternative et chacun devra limer ses prétentions à détenir seul une vérité tellement absolue qu'elle n'admet aucun apport.

Auquel cas, pourront jouer à plein les facteurs positifs et les atouts, que sont la diversité des intérêts, des expériences, des pratiques, des réflexions et des projets partiels. Atouts que sont aussi la ténacité et la compétence de militants rompus à une quinzaine d'années d'actions de terrain, à l'entreprise, dans les associations, au local. Les échecs reconnus et réfléchis apprennent vite. S'il est juste de stigmatiser une vision du monde et de la politique et certaines pratiques propres à ce qu'on appelle « l'extrême-gauche » des dernières années, il faut bien reconnaître qu'une partie d'entre elle a changé, qu'elle change, et plutôt en mieux...

QUELQUES INTERROGATIONS

Toutefois, si — comme beaucoup d'autres — nous voulons œuvrer sans exclusive ni alliance privilégiée ni velléité d'hégémonie, dans le seul intérêt du mouvement et de l'effort pour une autre politique, faite autrement, pour une alternative, nous sommes — comme d'autres — confrontés à plusieurs interrogations quant aux échéances, au respect des rythmes et diversités et au positionnement.

86 et l'après 86 est une échéance, avant tout une échéance politique : date-sanction de l'exercice du pouvoir par la gauche, date-enjeu face à la radicalisation de la droite et la poussée de ses extrêmes. Serons-nous, tous ensemble, capables d'ajouter un atout, des élus régionaux et nationaux en mesure de faire écho aux luttes à venir? On ne saurait faire l'impasse sur cette dimension électorale de 86, même si nos ambitions sont autrement plus vastes. Il faut saisir l'opportunité de ce « passage obligé » de 86, même si les conditions sont draconiennes : marginalisation par l'absence d'argent et de moyens, « fausse » proportionnelle qui élimine (barre des 5%, base départementale), rapidité de l'échéance, dangers d'alliances hâtives où les additions finissent en soustraction... Pour autant, on ne saurait désertir ce terrain, et même si les possibilités dégagées sont au bout du compte limitées à des batailles régionales. Quant à nous, au jour d'aujourd'hui, nous ne faisons pas une croix sur l'éventualité d'alliances larges et solides dans la perspectives de 86 et son après, intégrant toutes les composantes, forces, mouvements et militants en quête d'une alternative. Sans non plus développer d'illusions; le chemin déjà parcouru ensemble sera acquis.

Si tant est que soient respectés les diversités et les rythmes. Diversités et rythmes différents existent entre forces et organisations et en leur sein, entre régions et secteurs. Freiner et tergiverser au sommet pour défendre tel ou tel intérêt de boutique serait une catastrophe; de même aussi, faire violence aux réalités diverses par des accords d'états-majors et de simples coagulations de sigles. Dans la dialectique initiatives nationales/alliances de terrain, locales et régionales, le moteur est sans conteste l'action de terrain la plus large, la plus concrète car elle colle aux réalités, aux diversités, aux aspirations et exigences pour une autre politique, pour une autre façon de la faire. Pour autant, les initiatives nationales seraient des coups de fouet salutaires contre les inerties et pesanteurs de toutes sortes... Difficile équilibre à discuter et maîtriser ensemble, à tous les niveaux.

Reste un point d'interrogation, qui nous tient à cœur et restera sans doute longtemps ouvert car il touche à la stratégie : le positionnement global de l'alternative dans le mouvement ouvrier et populaire. Dans le processus de crise, de décomposition/recomposition du mouvement dans son ensemble, au sein même des « grandes » organisations politiques et syndicales, existent et agissent des forces vives, potentielles

suite page 19

suite de la page 8

— **dénonciation du député Le Pen** par un tract distribué aux députés et à la presse lors de la séance d'ouverture du Parlement en juillet 84, intitulé « *Dehors le tortionnaire, solidarité avec ses victimes* ». En février 85, Lynn Ford, députée socialiste britannique et présidente de la commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme, a demandé à J.M. Le Pen de s'expliquer en séance plénière sur les accusations de torture dont il est l'objet.

— **solidarité avec le peuple kanak** par le dépôt de différentes motions et demandes d'enquête en Nouvelle-Calédonie, par un soutien financier de 4 millions d'anciens francs (2,5 millions des Grünen, 1,5 million de l'Alliance...). De plus, lors de la manifestation organisée par les Grünen à Bonn contre le Sommet économique mondial, Jean-Marie Tjibaou, invité par les Grünen, a pris la parole devant 30 000 personnes.

— **l'action pour l'ouverture d'une enquête européenne sur l'affaire des « huiles frelatées »** en Espagne.

On se souvient de la vague d'empoisonnement durant l'été 81 en Espagne : 531 morts, 24 000 malades dont certains sévèrement et durablement touchés. Les autorités espagnoles ont conclu à la responsabilité d'une huile de colza frelatée.

Or, dans un communiqué de presse du 11 février 1985, au nom du groupe européen des Verts, Dorothee Piermont accumule une multitude de faits établis par différentes autorités scientifiques espagnoles et européennes contestant radicalement la thèse officielle. Par contre, une hypothèse sérieuse met en cause la responsabilité d'un pesticide — le nemacur — produit par la firme chimique allemande Bayer : une erreur de manipulation dans la culture des tomates précoces dans la région d'Almeria serait la cause du « syndrome toxique ». A cette occasion, « *les Verts s'élèvent avec la plus grande indignation contre la "néo-colonisation" d'autres pays, qui ne cesse de gagner du terrain. Les multinationales, appartenant notamment au secteur chimique, exportant sans contrôle des produits et des procédés qui ne sont pas autorisés ou sont interdits dans le pays d'origine vers des pays où leur application sans danger ne peut en aucune façon être garantie* ». La catastrophe de Bophal a, une fois de plus, confirmé cette réalité, contre laquelle les Verts font des propositions concrètes dans le domaine des autorisations et du contrôle.

Un exemple, parmi d'autres, du rôle joué par les Grünen au Parlement européen : révélations, dénonciations et propositions.

Quelle alternative?

suite de la page 18

pour une alternative. Non pas de la « volaille à plumer un à un », selon la tristement célèbre formule trop souvent en cours... mais existent des lignes de fractures et d'interrogations porteuses d'avenir, porteuses de la réalité de la vie, de luttes et d'espoirs de millions de travailleurs. Nous militons trop dans l'associatif ou dans les syndicats pour ignorer que les mêmes questions, les mêmes mises en cause taraudent bien des militants de la gauche dite « institutionnel-

le ». L'alternative se réduira-t-elle à une réédition un peu renouée de la « construction d'un pôle » (d'extrême-gauche), vouée aux mêmes échecs? Cherchera-t-elle à se situer, ignorant des autres composantes du mouvement populaire dans son ensemble, voire délibérément et frontalement hostile? Ou bien, par les perspectives politiques et culturelles et les ouvertures qu'elle peut offrir, par les espoirs qu'elle peut susciter dans son propre effort contre la dispersion et l'échec, saura-t-elle construire des « ponts » entre les forces déjà organisées, celles qui se remettent en question comme celles qui le font moins, et les forces jeunes et neuves qui pointent à l'horizon des années à venir?

Alain SENTIER

Travailleurs : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20 — Tél. 16 (1) 366 71 53 — Directeur de publication : M. Cuisinier — Abonnement un an : 100,00 F — Commission paritaire n°10402 — Imprimerie Presse d'Aujourd'hui : B.P. 90, 75962 Paris Cedex 20

